

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/C.5/32/64  
1er décembre 1977  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session  
CINQUIEME COMMISSION  
Points 100 et 30 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1978-1979

QUESTION DE PALESTINE : RAPPORT DU COMITE POUR L'EXERCICE DES DROITS  
INALIENABLES DU PEUPLE PALESTINIEN

Incidences administratives et financières du projet de résolution publié  
sous la cote A/32/L.39

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à  
l'article 153 du règlement intérieur

1. Aux termes du paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution publié sous la cote A/32/L.39, l'Assemblée générale autoriserait le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien à continuer à n'épargner aucun effort pour promouvoir l'application de ses recommandations. Compte tenu du paragraphe 9 du dispositif du même projet de résolution, on suppose qu'à ce stade le mandat du Comité est prorogé pour une année (1978).

2. Sur la base de cette hypothèse, les incidences financières liées à la fourniture de services de conférence seraient les suivantes :

1978  
Dollars

A. Département des conférences

Volume de travail annuel

Avant les sessions (A, E, F, R) - 100 pages

Traduction/révision (90 journées de travail)	16 600
Dactylographie (70 journées de travail)	4 400
Reproduction et distribution	5 000

26 000

	<u>1978</u>
	Dollars
<u>Pendant les sessions, (A, E, F, R) - 40 pages</u>	
Interprétation (240 journées de travail - (12 interprètes)	56 800
Traduction/révision (36 journées de travail)	6 600
Dactylographie (28 journées de travail)	1 700
Autre personnel de conférences (1 fonctionnaire des conférences et 2 commis aux documents) (40 journées de travail)	1 700
Reproduction et distribution	1 700
	<hr/> 68 500
<u>Après les sessions, (An, Ar, C, E, F, R) - 50 pages</u>	
Traduction/révision (75 journées de travail)	13 800
Dactylographie (55 journées de travail)	3 600
Reproduction et distribution	2 200
	<hr/> 19 600
<u>Comptes rendus, (A, E, F, R)</u>	
Traduction/révision (440 journées de travail)	80 400
Dactylographie (480 journées de travail)	30 100
Reproduction et distribution	26 100
	<hr/> 136 600
Total A	<hr/> 250 700
 B. <u>Bureau des services généraux</u>	
Télécommunications (services techniques)	5 600
Sécurité	9 600
Dépenses générales d'exploitation	4 000
	<hr/> 19 200
Total B	19 200
Total général	<hr/> <hr/> 269 900

3. Ces prévisions ont été calculées sur la base du coût intégral à l'heure actuelle. Vers la fin de la trente-deuxième session, on examinera les crédits effectivement nécessaires compte tenu de l'ensemble du plan des conférences qui sera approuvé pour 1978 et on déterminera dans quelle mesure le volume de travail peut être absorbé à l'aide des ressources disponibles. Les résultats seront communiqués à l'Assemblée générale dans un état récapitulatif des incidences financières et les crédits nécessaires seront demandés aux chapitres 22 et 23.

4. En outre, au titre du paragraphe 7 du dispositif, l'Assemblée générale autoriserait le Comité à envoyer des délégations ou des représentants à des conférences internationales où une telle représentation serait jugée appropriée. Etant donné que l'on ne peut à l'heure actuelle déterminer avec précision le nombre et le lieu desdites conférences ni le nombre des représentants du Comité, on a estimé à 15 000 dollars le montant des crédits nécessaires pour couvrir les frais de voyage et les indemnités de subsistance des membres du Comité envoyés à des conférences internationales.

5. Aux termes du paragraphe 8 du dispositif, le Secrétaire général serait prié de continuer à fournir au Comité toutes les facilités nécessaires pour l'exécution de ses tâches. Au cours de l'exercice biennal 1976-1977, des crédits ont été ouverts au titre du personnel temporaire pour rémunérer les services du secrétaire du Comité (P-5) et d'un agent des services généraux. Vu l'augmentation du travail du Comité en 1977, il a fallu fournir une assistance supplémentaire au secrétariat du Comité en faisant appel lorsque cela s'est révélé nécessaire aux services d'un administrateur de 1ère classe (P-4) du Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité. Le Comité devant poursuivre ses travaux en cours et ses activités étant appelées à se développer, il convient de lui fournir une assistance supplémentaire sur une base plus régulière. Il est proposé de prévoir en 1978 trois postes : le secrétaire du Comité (P-5), un secrétaire adjoint (P-4) et un agent des services généraux (G-4) à un coût estimatif de 78 500 dollars au titre des traitements et de 25 100 dollars au titre des dépenses communes de personnel 1/.

6. En résumé, l'adoption du projet de résolution publié sous la cote A/32/L.39 entraînerait des dépenses évaluées à 388 500 dollars pour 1978, soit 15 000 dollars pour les voyages des membres du Comité, 103 600 dollars pour le secrétariat du Comité et 269 900 dollars pour les services de conférences. Comme il est indiqué au paragraphe 3 ci-dessus, étant donné que le coût estimatif des services de conférences sera revu lors de l'établissement de l'état récapitulatif à la fin de la session actuelle, l'ouverture d'un crédit de 118 600 dollars est demandé à ce stade au chapitre premier du budget.

-----

---

1/ Pour les autres coûts, il convient de se reporter à l'état des incidences administratives et financières du projet de résolution publié sous la cote A/32/L.40 contenu dans le document A/C.5/32/65, (par. 8 et 9).